

28.9.2015 Catalogne. La marche en avant continue

Ce 27 septembre 2015 marquera une nouvelle étape historique de la marche du peuple catalan vers son indépendance en Europe. En élisant à la Generalitat une majorité absolue issue des partis qui ont pris l'engagement solennel devant leurs électeurs d'engager une rapide déclaration d'indépendance une fois élus, ils ont validé le mandat démocratique que Convergencia et ERC, les deux partis qui avaient formé avec la société civile la coalition Junts pel Si, et la CUP, parti indépendantiste de gauche, avaient sollicité. Pour la nation catalane, la marche en avant continue.

En obtenant 72 élus, soit quatre sièges de plus que la barre de 68 sièges qui forment une majorité absolue, Junts pel Si (62 sièges) et la CUP (10 sièges) ont gagné leur pari : rien ne peut les empêcher de voter la déclaration d'indépendance qui a été au cœur de la campagne électorale et qui a transformé cette élection en « plébiscite ». Ils devraient le faire dès le mois prochain, alors que l'Espagne votera pour les élections législatives, ce qui va encore mettre la question catalane au cœur de la politique espagnole, et maintenir la pression sur la négociation d'un processus d'autodétermination dans des délais courts.

Cette majorité nette est un succès politique total. La main des électeurs catalans n'a pas tremblé au moment de glisser leur bulletin dans l'urne, malgré les rodomontades du premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, et de sa garde rapprochée à l'idéologie encore proche du franquisme, malgré une manipulation éhontée de la Commission Européenne dont on a falsifié la position réelle (voir p..), malgré les menaces de sortie de l'Europe et de la zone euro proférées par Nicolas Sarkozy himself, malgré le communiqué à la limite de la débilité des patrons de la grande finance espagnole menaçant de déplacer tous les sièges des banques à Madrid –comme si aucune autre banque européenne, américaine ou autre, ne serait venu les remplacer au cœur d'un pays de 7.500.000 habitants qui concentre 20% du PIB espagnol !, et mille autres contorsions qui exprimaient toutes le vent de panique que la démocratie catalane a fait souffler au sein de l'establishment politique et économique à Madrid. Le scrutin a connu une participation de plus de 75%, presque 20 points de plus qu'il y a cinq ans. Cette participation exceptionnelle valide de façon incontestable la portée de ses résultats. Deux millions d'électeurs ont apporté leur suffrage aux formations indépendantistes ; 1.600.000 l'ont apporté aux trois partis qui ont ouvertement combattu l'indépendance, Ciudadanos, le Partis Socialiste Espagnol et le Parti Populaire au pouvoir à Madrid, celui que Nicolas Sarkozy est venu soutenir, et qui désormais est largement en dessous de 10% ; enfin 500.000 voix ont choisi soit la déclinaison catalane de Podemos, l'équivalent espagnol du Syriza grec, soit un parti centriste autonomiste, Unio, issu d'une scission avec Convergencia en raison de leur désaccord avec la stratégie d'union avec ERC. Ces deux formations ont formulé leur accord à un referendum d'autodétermination sans s'engager formellement en faveur de l'indépendance.

Les indépendantistes ont donc battu en sièges comme en voix les anti-indépendantistes déclarés, contrairement à ce que proclame la propagande espagnole qui argue que leurs 47,78% ne forment pas une majorité absolue en voix. De toutes façons, cette majorité va encore se consolider et dans les mois qui viennent, forts de la dynamique impressionnante de ce scrutin, après un parcours de plusieurs années où leur mobilisation n'a cessé d'aller crescendo, les nationalistes catalans vont continuer leur inexorable marche en avant.